



HAL
open science

Les fondements (avoués et non avoués) de l'évolution des dépenses militaires depuis 1990

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les fondements (avoués et non avoués) de l'évolution des dépenses militaires depuis 1990. ARES, 2007, XXII (58). hal-02093285

HAL Id: hal-02093285

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02093285>

Submitted on 8 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les fondements (avoués et non avoués) de l'évolution des dépenses militaires depuis 1990

Jacques Fontanel
ARES, Défense et Sécurité, Grenoble, n°58
Novembre 2007

Résumé: Les dépenses militaires sont justifiées par la nécessaire sécurité nationale d'un pays, face à la course aux armements, aux nouvelles menaces souvent encore mal définies mais dangereuses potentiellement, aux accords entre les pays alliés, à l'existence d'une industrie nationale d'armement, à la R&D militaire, à la situation du budget de l'Etat et celle de l'économie nationale.

Selon le SIPRI, les dépenses militaires mondiales représentent 1000 milliards de dollars constants (2003) et plus de 1100 milliards de dollars courants. Ce qui correspond à 2,5 % du produit national mondial. Il y a eu une augmentation importante de ce type de dépense (de l'ordre de 3,4% en 2004 et 34 % de 1996 à 2005). 80 % de l'augmentation des dépenses militaires mondiales en 2005 résultent de l'effort militaire américain. Les 15 pays les plus dépensiers atteignant 84% des dépenses mondiales, les USA représentent 48 % contre 4 ou 5 % pour le Royaume-Uni, le Japon, la France et la Chine. Les pays qui ont reçu des surplus financiers liés à la spéculation sur l'énergie ou les matières premières ont aussi fortement augmenté leur effort militaire. C'est le cas de la Russie qui cherche à retrouver un rang important, l'Algérie, l'Azerbaïdjan ou l'Arabie Saoudite. L'Inde et la Chine sont aussi engagées dans des dépenses croissantes liées en grande partie à leur croissance économique.

Avec la fin de la guerre froide en 1991, les Américains ont recentré leur stratégie sur la préparation à la survenue de deux conflits régionaux majeurs simultanés (*Major regional conflicts*, plus tard rebaptisés *Major Theater Wars*), l'Irak et la Corée du Nord étant présentés comme les acteurs les plus probables de ce scénario. Cet objectif a été confirmé par l'Administration Clinton, dans la *Bottom-*

Up Review de 1993 et la *Quadriennial Defense Review* de 1997¹. Mais certains analystes considéraient que les véritables pays ciblés étaient la Chine et la Russie, lesquelles ont d'ailleurs esquissé à la fin des années 1990 des velléités de rapprochement, notamment sur les échanges d'armes et de pétrole.

L'augmentation des dépenses militaires des Etats-Unis a été engagée depuis 2000, après plusieurs années de diminution. Au même titre que les réductions d'impôts, les dépenses militaires contribuent largement à la hausse actuelle du déficit public américain (qui a atteint 4% du PIB en 2004)². Des crédits considérables ont été accordés aux industries d'armement, comme le lancement du programme d'avions de combat F-35, pour un montant de 220 milliards de dollars (pour 3000 appareils). Jusqu'en 2000, l'écart entre le niveau des dépenses de défense des Etats-Unis et celui des pays européens membres de l'OTAN avait pourtant eu tendance à se réduire³.

Le réarmement américain depuis 2000 a à nouveau inversé la tendance, creusant le « gap » technologique et capacitaire entre l'industrie américaine et le reste du monde. En 2003, le budget de défense américain s'est élevé à 366 milliards de dollars, soit 3,5% du PIB ; il a dépassé 400 milliards en 2004 et 420 milliards en 2005. Ces chiffres ne concernent que la modernisation et le développement des forces en « situation de paix ». Ils ne concernent pas les opérations de guerre, dont le coût annuel est évalué à 50 milliards de dollars pour l'Afghanistan et 100 milliards de dollars pour l'Irak⁴. Les études montrent que les dépenses militaires américaines exprimées en dollars constants 2004 ont toujours oscillé depuis les années 1950 entre un niveau d'environ 300 milliards de dollars constants (en l'absence de conflit) et un niveau situé entre 450 et 500 milliards de dollars, lequel a été observable durant la guerre de Corée, celle du Vietnam et avec la guerre des étoiles. De tels montants sont à nouveau prévus pour 2010⁵.

Quels sont les principaux facteurs de l'augmentation constante des dépenses militaires américaines ? Les « pics » observés avant 1991 étaient clairement liés à une réactivation de la guerre froide. La hausse actuelle peut-elle aussi être imputée à un processus

¹ Achcar, G. (2000), L'esprit (et le budget) d'une nouvelle guerre froide, . www.russfound.org/consult2/papers1/achcar_fre.htm

² Les deux autres causes principales de la dégradation des finances publiques américaines sont l'augmentation des dépenses de santé et la réduction des impôts, cf. *Analyse et conjoncture économiques, Finances Québec*, 2 (3), juin 2004.

³ Elles sont passées de 2,5 à 1 en moyenne sur la période 1956-1970 (avec un pic après la guerre du VietNam, de 1968 à 1972), à 1,7 à 1 sur la période 1986-2000 (avec un pic à partir de 1981, sous Reagan). Cf. Hébert, J-P (2002), « Le rapport des dépenses militaires Etats-Unis/Europe se réduit en longue période », *Le Débat Stratégique*, n° 60, 1-2.

⁴ Corbin, M. (2004), Rebalancing the US national security budget, <http://www.eaar.org/newsletter/july04/corbin.htm>

⁵ Futuris (2004), Les dépenses militaires des Etats-Unis, juin 2004, www.operation-futuris.org

d'interaction avec des pays « ennemis » ou jugés comme tels ? Quelle est la part des déterminants internes dans le processus d'allocation des ressources au budget militaire ? Les méthodes de l'analyse économique peuvent apporter quelques éclaircissements sur ces sujets. Les modèles de course aux armements notamment peuvent être reconsidérés dans la perspective actuelle, leur utilisation pouvant apporter des éléments utiles à une meilleure compréhension du niveau actuel des dépenses militaires américaines.

1) Explication par la course aux armements

La course aux armements peut se définir comme un processus dynamique d'interaction et d'accroissement compétitif de la quantité et/ou de la qualité des armements par deux ou plusieurs Etats (ou coalition d'Etats) résultant d'objectifs conflictuels ou de peurs mutuelles des nations.

Cependant plusieurs critiques de ces approches ont porté sur l'insuffisante prise en compte des déterminants internes des dépenses militaires. Notamment, les tests économétriques n'ont généralement pas permis de valider l'hypothèse d'une détermination du niveau des budgets de défense par la stimulation mutuelle des Etats concurrents ou ennemis. Il apparaît souvent que l'autostimulation nationale est en définitive plus importante. Plusieurs analyses hétérodoxes, notamment issues du courant marxiste, ont tendu à expliquer que les dépenses militaires sont certes improductives mais néanmoins essentielles au bon fonctionnement du capitalisme, dans la mesure où elles permettent de lutter contre le sous-emploi et les surcapacités productives⁶. Il s'agit d'une intervention étatique pour maintenir le niveau du taux de profit moyen dans l'ensemble de l'économie. D'autres analyses sont allées dans le même sens, notamment celles de Galbraith. De fait, l'importance économique du secteur militaire dans certaines économies capitalistes semble aujourd'hui indiscutable, ne serait-ce qu'en regard du rôle joué par la recherche-développement militaire dans le développement des technologies de pointe.

Dans les années 1960, les modèles de course aux armements ont permis une réintégration de l'influence des variables économiques sur les décisions stratégiques de sécurité nationale. Le modèle de Richardson (1960)⁷, constitué de trois équations représentant

⁶ Voir par exemple la théorie de Baran P. & Sweezy PM (1979), *Le capitalisme monopoliste*, Maspéro, Paris

⁷ Richardson, L. F. (1960), *Arms and insecurity - A mathematical study of the causes and origins of war*, The Boxwood Press, Pittsburgh and Quadrangle Books, Inc., Chicago.

respectivement le facteur politique, le facteur stratégique et le facteur économique, constitue le modèle de base. Il décrit les processus d'armement de deux pays rivaux comme un processus d'action-réaction, où les variables économiques jouent un effet stabilisateur. Il introduit les dépenses militaires de l'ennemi ou des ennemis, le fardeau économique (l'effet de fatigabilité) et les griefs (dont l'histoire est explicative du phénomène). Richardson estime que la course aux armements de la première guerre mondiale a été impulsée par des ambitions nationalistes d'annexion ou de reconquête de territoires, et non seulement par une volonté de réponse aux accroissements d'armements de l'adversaire. C'est pourquoi il complète son modèle avec le coefficient de "grief" (grievances).

Ce modèle théoriquement intéressant n'a rien expliqué des dernières évolutions des dépenses militaires mondiales. Il n'a pas été capable de mettre en évidence la crise de l'Union soviétique, car la définition du seuil de la fatigabilité n'est pas aisée à déterminer. Les courbes qui définissent les ensembles des "meilleurs choix possibles" pour une nation, étant donné le niveau des dépenses militaires de l'adversaire, ne sont pas significatives dans la réalité pour plusieurs raisons : la difficulté de définir les dépenses militaires, leurs structures différentes, la nucléarisation ou non des armées, l'existence ou non de la conscription, etc. Les prolongements théoriques développés par Brito et Intriligator⁸ sur la base d'outils mathématiques de l'optimisation sous contraintes, de la théorie du duopole et de la théorie des jeux (d'après les travaux de T. Schelling notamment) n'ont plus cours aujourd'hui.

- Ces modèles de course aux armements ont eu tendance à se séparer des considérations économiques au profit des considérations stratégiques, oubliant de spécifier les caractéristiques structurelles des économies étudiées. Ils faisaient ainsi l'hypothèse implicite de la similitude des Etats rivaux. Or la « demande de dépenses militaires » est différente selon les types de régimes politiques. L'effet de fatigabilité de l'URSS planifiée n'était certainement pas le même que celui des marchés américains. Le coût de ces nouvelles guerres est bien moins élevé que celui des conflits de la guerre froide. La course aux armements américano-soviétique, relancée par R. Reagan au début des années 1980, avait épuisé l'économie de l'URSS et entraîné l'effondrement du régime soviétique. Les conflits

⁸ Brito, D. et Intriligator, M. (1995), Arms races and proliferation, in Hartley, K. and Sandler, T. (eds.), *Handbook of defense economics*, Elsevier.

asymétriques actuels ne nécessitent pas le même niveau de ressources financières.

- Ils donnent une justification « sécuritaire » à l'augmentation des dépenses militaires. Ils réfutent ainsi les facteurs internes, comme l'existence d'un complexe militaro-industriel, comme facteurs de croissance des dépenses militaires.
- Ils n'intègrent pas les alliances, les décisions politiques collectives de sécurité régionale, etc..
- Aujourd'hui, il n'y a pas de course aux armements ou s'il en existe une c'est USA contre le monde entier. Elle est très asymétrique et elle n'est pas toujours très compréhensible.
- Dans le contexte économique international actuel, marqué par la mondialisation et la formation de puissants blocs économiques régionaux autour des principales puissances économiques, certains pays pourraient être tentés de conquérir par la force l'accès à des richesses, jusqu'à présent rendu impossible par une concurrence internationale féroce et des barrières élevées à l'entrée des industries engendrant la plus forte valeur ajoutée. La prise en compte de ces stratégies de prédation impliquerait de replacer la question des déterminants économiques des conflits au cœur des analyses des stratégies d'armement, alors qu'elle en était écartée dans les modèles de la guerre froide. La question se pose pour l'Irak. S'agit-il d'une tentative de prédation ou de régulation du pétrole, entre autres considérations ? L'histoire saura peut-être donner quelques éléments de réponse dans 20 ans.
- Alors que les courses aux armements opposaient historiquement des acteurs comparable, il est ainsi probable que les courses aux armements du XXI^{ème} siècle seront de nature très différente et asymétrique entre des pays détenant les armes de haute technologie et ceux détenant celles de basse technologie. Il s'agira alors de courses aux armements asymétriques et non plus symétriques⁹. Cependant, la supériorité technologique n'est pas une garantie de sécurité ni de victoire en cas de guerre, dans un contexte où les démocraties des pays industrialisées sont soucieuses de limiter le nombre de leurs pertes au combat.

2. Les nouvelles menaces

Le phénomène du terrorisme impose de reconsidérer les modèles de dépenses militaires. Notamment, la question de la rationalité des acteurs, présumé indispensable à tout modèle

⁹ Münkler, H. (2003), *The wars of the 21st century*, *IRRC*, 85 (849), pp. 7-22, p. 10

économique, pose problème ; on peut d'ailleurs se demander s'il ne s'agit pas ici d'une limite indépassable pour l'analyse du terrorisme par des méthodes exclusivement empruntées à la science économique « pure ». En outre, l'asymétrie de l'information (par exemple sur le niveau d'armement de l'adversaire) doit être prise en compte dans la réflexion. Face à la menace terroriste, ce n'est plus l'observation des dépenses militaires de l'adversaire qui détermine l'évolution de celles d'un pays mais plutôt la perception d'une menace. La quantification de cette menace est problématique : l'identification d'Etats voyous (« Rogue States ») par les Etats-Unis est un élément indicateur, de même que l'implication du pays dans des zones extérieures ou le maintien de zones non converties au système de l'économie de marché.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la présidence parle explicitement de « guerre contre le terrorisme » et envisage d'augmenter les dépenses militaires, sans doute jusqu'au niveau atteint lors des précédents épisodes de tension diplomatique évoqués précédemment (guerre de Corée, guerre du Vietnam et « guerre des étoiles » principalement). Cependant toutes les composantes des dépenses militaires ne sont pas affectées de la même manière par l'évolution du contexte géopolitique. Ainsi, les dépenses de recherche et développement militaire sont moins sensibles aux évolutions géopolitiques, mais demeurent néanmoins orientées à la hausse. Selon les estimations en dollars constants 2004, c'est même le poste des dépenses de RDT&E (research, development, test and evaluation) qui est soumis à l'augmentation la plus forte depuis 1980 et cette tendance devrait se maintenir au moins jusqu'en 2010¹⁰.

La mondialisation économique a rendu les pays les plus industrialisés davantage vulnérables aux attaques, grâce à la mondialisation des communications, l'essor des transports (notamment aériens), la concentration de population et de ressources dans des zones urbaines, etc. Les méthodes terroristes bénéficient de l'avantage de ne pas avoir à compter sur l'implication et le soutien d'effectifs importants dans la population civile, ce qui était le problème sur lequel butaient les guérillas. Les attaques terroristes atteignent leur but en attaquant les populations civiles des pays cibles, en se servant des opportunités ouvertes par leur logistique et leur infrastructure.

3. L'appartenance à une alliance

¹⁰ Futuris, p 5, d'après Office of the under secretary of defense (2003), National defense budget estimates for FY 2004, mars, www.dod.mil/comptroller/defbudget/fy2004_greenbook.pdf

L'analyse des dépenses militaires américaines doit également prendre en compte l'appartenance du pays à des alliances stratégiques et notamment celle de l'OTAN¹¹.

En effet, du fait de la variété des instruments de politique extérieure (opérations diplomatiques, interventions dans des conflits régionaux, aide économique et militaire, appartenance à une alliance), la seule prise en considération de la réaction des dépenses militaires d'un Etat à celles d'un Etat rival est insuffisante. L'appartenance à une alliance est l'un des paramètres explicatifs du niveau de dépenses militaires d'un pays. L'alliance représente la production décentralisée d'un bien public générant des externalités transfrontalières. De nombreux économistes se sont intéressés à l'analyse des alliances comme biens publics, et au lien entre les alliances interétatiques et la pacification des relations entre les pays membres. Ces approches s'appuient sur l'apport fondateur de Olson et Zeckhauser¹² (1966) et utilisent les concepts développés par la théorie des jeux. Il apparaît aujourd'hui que les principaux obstacles au fonctionnement optimal de l'alliance restent identiques à ceux qui avaient été identifiés dans le modèle fondateur. Ainsi, du fait du problème du « passager clandestin », plus le nombre de membres qui pourraient bénéficier de l'action collective est élevé et moins il y a de chances que le bien soit fourni de façon optimale. Par ailleurs, les asymétries au sein du groupe (au niveau de la taille des pays, ou de leur niveau de richesse) peuvent conduire à « l'exploitation du grand par le petit », par exemple dans le cas où le petit pays adopte un comportement de « passager clandestin ». Les études actuelles sur les alliances aboutissent généralement à montrer que les dysfonctionnements de l'action collective (difficultés accrues en cas de crises militaires ; chute des budgets de défense du fait d'une confiance accrue des différents pays membres) peuvent être surmontés par les arrangements institutionnels et la mise en place d'un système d'incitations sélectives¹³. Aujourd'hui, les effets pervers dominent. L'alliance est financée d'abord par les Etats-Unis, mais ce pays maîtrise les principaux enjeux de la sécurité internationale et des instruments susceptibles de maintenir cette dernière¹⁴. C'est cependant

¹¹ Fontanel, J., Geslin, A (200è), le budget de l'OTAN, Revue Politique et Parlementaire.

¹² Olson, M. and Zeckhauser, R., (1966) 'An economic theory of alliances', *Review of Economics and Statistics*, 48(3), 266-279.

¹³ Voir sur ce point Brauer, J. & Roux, A. (2000), Peace as an international public good : an application to Southern Africa, *Defence and Peace Economics*, 11(6), pp. 643-659.

¹⁴ Coulomb, F., Fontanel, J., An economic interpretation of French military expenditure, *Defence and Peace Economics*, 2005, Vol. 16. 3nd.

Fontanel, J., Hébert J-P. (1997), *Defence and Peace Economics*, Vol. 8.

un pari qui n'est pas encore gagné, comme en témoigne la situation actuelle du gouvernement américain en Afghanistan et en Irak.

4) L'existence d'une industrie nationale d'armement

L'importance des industries de défense dans l'économie nationale est l'un des déterminants du niveau de dépenses militaires d'un pays. Certes, de nombreux espoirs d'obtention de « dividendes de la paix » avaient été suscités en 1991 au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, lequel semblait ouvrir la voie à un désarmement international durable. Les connaissances spécifiquement militaires ayant peu d'applications civiles. Le concept de « dividendes de la paix », très populaire durant la guerre froide, a été remplacé par celui « d'investissement de la paix », témoignant des coûts associés à la cessation d'activités de défense. La crise des marchés de l'armement au début des années 1990 a imposé de profondes restructurations des industries américaines d'armement, initiées par les autorités, conduisant à la naissance de quatre firmes principales¹⁵. L'industrie de défense américaine représente aujourd'hui la moitié des exportations d'armements au niveau mondial, pour une valeur de 14,2 milliards en 2003 (et un chiffre d'affaires de 120 milliards de dollars en 2001)¹⁶. Il semble aujourd'hui que les entreprises de défense aillent de plus en plus vers la sous-traitance et l'appartenance à des réseaux ou alliances industrielles, le consortium pour le Joint Strike Fighter étant illustratif de cette tendance. En outre, les entreprises de défense réalisent désormais une part importante de leur chiffre d'affaires dans le secteur civil, ce qui leur permet de limiter les risques associés aux restrictions budgétaires dans le domaine de la défense. Cela favorisera sans doute les transferts entre secteur militaire et secteur civil, au niveau du capital humain et physique, des technologies ou des produits.

5) Les valeurs du futur et la R&D militaire

Or justement, la question de l'impact des dépenses militaires sur la croissance économique est l'un des enjeux du débat entre les

¹⁵ Boeing, Lockheed Martin, Northrop Grumman et Raytheon

¹⁶ Ambassade de France à Washington (2004), Les Etats-Unis en chiffres, www.info-france-usa.org/fr/franceus/usachiffres.pdf

partisans et les opposants à une diminution des dépenses militaires. La question de l'impact de la recherche-développement (R&D) militaire sur la croissance de la productivité industrielle aux Etats-Unis est l'un des sujets les plus polémiques aujourd'hui dans ce champ d'investigation. En effet, les technologies originellement développées à des fins de défense, comme les ordinateurs et les communications par satellite, semblent avoir joué un rôle important dans la croissance américaine au cours des années 1990. Les études économétriques qui ont été développées ces dernières années ne montrent pourtant pas de manière décisive de lien entre la croissance de la productivité industrielle américaine et le développement de ces nouvelles technologies.

L'analyse de D. Saal¹⁷ montre cependant que des méthodes économétriques sophistiquées peuvent aboutir à mettre en évidence l'effet positif des dépenses fédérales de R&D sur la productivité industrielle globale, depuis les années 1970. En 2002, 54,4% de la dépense nationale de R&D était consacrée à la R&D militaire aux Etats-Unis (contre 24,2 % en France, par exemple)¹⁸. Le volume financier de la RD militaire américaine s'est élevé à 53 milliards de dollars en 2003 (contre 44 milliards en 2000)¹⁹. Par ailleurs, 10 à 15% des dépenses militaires américaines servent à financer une recherche de base²⁰, contribuant à accroître la R&D sur les technologies de pointe.

Ainsi, l'utilisation des dépenses militaires à des fins de « politique industrielle » peut être considérée comme l'un des facteurs explicatifs de leur niveau aux Etats-Unis. De même, l'utilisation croissante des services de renseignement à des fins économiques peut jouer sur le niveau des dépenses militaires, surtout aux Etats-Unis où les dispositifs d'intelligence économique sont particulièrement développés.

6) Les valeurs économiques et le budget de l'Etat

¹⁷ Saal, D. (2001), The impact of procurement-driven technological change on U.S. manufacturing productivity growth, *Defence and Peace Economics*, 12(6), pp. 537-568.

¹⁸ D'après Perrier, J.J. (2003), Que pèse le militaire dans la recherche française ?, *Revue du Vivant* n°1, www.vivantinfo.com/numero1/recherche_militaireimp.html. Chiffres de l'OCDE 2003, base MSTI.

¹⁹ Ambassade de France à Washington, www.info-france-usa.org/fr/franceus/usachiffres.pdf

²⁰ Alesina, A., Giavazzi, F. (2004), *Inégalité de l'Europe en matière d'investissement de défense*, Project Syndicate, http://www.project-syndicate.org/article_print_text?mid=842&lang=4.

Selon les auteurs, à la fin des années 1990 56% de tous les brevets mondiaux dans les domaines de pointe étaient accordés aux demandeurs américains, contre seulement 11% aux demandeurs européens.

La détermination du budget de défense d'un pays est dépendante de nombreux paramètres internes. On peut considérer que l'optimisation du bien-être social par l'allocation des ressources à la défense n'est pas garantie par la procédure de choix collectif, du fait des divergences d'intérêts entre les différents groupes ou individus composant la société. La théorie du « Public Choice », d'inspiration néoclassique, principalement développée dans les années 1970, permet d'expliquer pourquoi, dans certains cas, la politique suivie par le gouvernement n'exploite pas toutes les opportunités pour augmenter le bien-être social. L'Etat est la somme des intérêts particuliers des groupes ou individus qui le composent et son intervention est le résultat de la pression de groupes d'intérêts spécifiques, chacun cherchant à maximiser son utilité. Les modèles de Public Choice tendent par exemple à montrer un lien entre les cycles politiques et la signature des contrats avec les industries de défense ; à dénoncer la croissance bureaucratique qui aboutit à des dysfonctionnements, comme les sous-estimations des coûts des projets évalués. Du fait de la rareté des votes, une latitude est laissée aux décideurs pour interpréter la préférence nationale en matière de politique de défense. Les différents groupes d'intérêts (la base industrielle de défense, les partis politiques, les bureaucraties d'Etat, les lobbies de consommateurs ou les agences internationales) essaient d'influencer la politique de défense dans le sens qui leur est favorable.

Plus largement, l'étude des déterminants des dépenses militaires américaines impose de se poser la question de la détermination de la demande de défense. Comment se détermine la perception de la menace ? Quels sont les paramètres qui permettent à un gouvernement de déterminer la « demande de défense » spécifiée dans les modèles de dépenses militaires ? Les dépenses militaires d'un pays au cours d'une année dépendaient de celles de l'année précédente : c'est le phénomène de « l'inertie budgétaire », autour duquel se sont construits certains modèles de dépenses militaires, qualifiés de « modèles bureaucratiques ». L'analyse du budget de défense des Etats-Unis doit ainsi prendre en compte cette réalité.

En outre, les études de la base industrielle de défense (ou complexe militaro-industriel), nombreuses depuis les années 1960, tendent à montrer qu'il existe un phénomène de croissance des coûts dans la production militaire, entraînant les budgets de défense à la hausse. Ainsi, Spinney²¹ a montré que de 1953 à 1992, le coût moyen par avion militaire aux Etats-Unis a augmenté à un rythme plus rapide

²¹ Spinney (1996), "Defense time bomb : F22/JSF case study. Hypothetical escape options", *Challenge*, July-August, 23-33.

que les dépenses militaires totales dans ce pays. La sophistication croissante des armements, ainsi que les caractéristiques particulières des contrats dans l'industrie d'armement, expliquent ce phénomène. Dès les années 1970, Mary Kaldor²² mettait en évidence cette tendance inhérente à « l'arsenal baroque ».

Les dépenses militaires servent parfois à relancer l'économie. Il s'agit du keynésianisme militaire condamné aussi bien par Keynes lui-même que par Paul Samuelson. Pour la France, lorsque l'endettement est trop élevé, le budget initial est de plus en plus éloigné du budget réalisé, généralement, au moins en termes relatifs, au détriment des dépenses de défense.

En conclusion, les dépenses militaires sont normalement dépendantes du PNB, mais aussi des « effets d'aubaine », notamment lorsque des revenus supplémentaires inattendus surgissent. C'est le cas des pays pétroliers ou exportateurs de matières premières, lesquels, il est vrai, doivent aussi se protéger contre les « effets prédateurs de leurs voisins » ou des pays puissants inscrits dans la course à la mondialisation économique. Pour les Etats-Unis, outre la volonté d'une hégémonie militaire et d'une sécurité optimale pour leur territoire mais aussi pour son économie, les dépenses militaires servent à la recherche-développement. À long terme, les technologies les plus sensibles et peut-être les plus utiles pour les nouvelles formes de développement économiques seront développées dans le secteur militaire.

Au fond, les dépenses de RD militaires représentent aussi une garantie pour l'avenir économique. On peut se demander si, outre les nécessités ressenties par le gouvernement américain en matière de sécurité, les dépenses militaires ne sont pas non plus, en liaison avec les firmes privées, l'élément essentiel d'une politique industrielle à long terme, désireuse de devenir maître des technologies de demain.

Bibliographie

Achcar, G. (2000), L'esprit (et le budget) d'une nouvelle guerre froide, . www.russfound.org/consult2/papers1/achcar_fre.htm

Alesina, A., Giavazzi, F. (2004), *Inégalité de l'Europe en matière d'investissement de défense*, Project Syndicate, http://www.project-syndicate.org/article_print_text?mid=842&lang=4.

Ambassade de France à Washington (2004) Les Etats-Unis en chiffres, , www.info-france-usa.org/fr/franceus/usachiffres.pdf

Baran P. & Sweezy PM (1979), *Le capitalisme monopoliste*, Maspéro, Paris.

²² Kaldor M. (1981), *The Baroque Arsenal*, New York : Hill and Wang.

- Brauer, J. & Roux, A. (2000), Peace as an international public good : an application to Southern Africa, *Defence and Peace Economics*, 11(6), pp. 643-659
- Brito, D. et Intriligator, M. (1995), Arms races and proliferation, in Hartley, K. and Sandler, T. (eds.), *Handbook of defense economics*, Elsevier.
- Corbin, M. (2004), Rebalancing the US national security budget, <http://www.eaar.org/newsletter/july04/corbin.htm>
- Coulomb, F., Fontanel, J., An economic interpretation of French military expenditure, *Defence and Peace Economics*, 2005, Vol. 16. 3rd.
- Fontanel, J. (1983), *L'économie des armes*, La Découverte, Maspero, Paris.
- Fontanel, J., Hébert J-P. (1997), *Defence and Peace Economics*, Vol. 8.
- Fontanel, J., Geslin, A (2000), Le budget de l'OTAN, *Revue Politique et Parlementaire*.
- Futuris (2004), Les dépenses militaires des Etats-Unis, juin 2004, www.operation-futuris.org
- Hébert, J-P (2002), « Le rapport des dépenses militaires Etats-Unis/Europe se réduit en longue période », *Le Débat Stratégique*, n° 60, 1-2.
- Kaldor M. (1981), *The Baroque Arsenal*, New York : Hill and Wang.
- Münkler, H. (2003), The wars of the 21st century, *IRRC*, 85 (849), pp. 7-22,
- National defense budget estimates for FY 2004, mars, www.dod.mil/comptroller/defbudget/fy2004_greenbook.pdf
- Olson, M. and Zeckhauser, R., (1966) 'An economic theory of alliances', *Review of Economics and Statistics*, 48(3), 266-279.
- Perrier, J.J. (2003), Que pèse le militaire dans la recherche française ?, *Revue du Vivant* n°1, www.vivantinfo.com/numero1/recherche_militaireimp.html. Chiffres de l'OCDE 2003, base MSTI.
- Richardson, L. F. (1960), *Arms and insecurity - A mathematical study of the causes and origins of war*, The Boxwood Press, Pittsburgh and Quadrangle Books, Inc., Chicago.
- Saal, D. (2001), The impact of procurement-driven technological change on U.S. manufacturing productivity growth, *Defence and Peace Economics*, 12(6), pp. 537-568.
- Spinney (1996), "Defense time bomb : F22/JSF case study. Hypothetical escape options", *Challenge*, July-August, 23-33.